

R



F

E



R

**CONDOMINIUM  
DES NOUVELLES-HEBRIDES  
JOURNAL OFFICIEL**

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
GAZETTE  
PUBLISHED BY AUTHORITY**

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES  
REGLEMENT CONJOINT N° 15 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU - l'article 2 paragraphe 2 et 7 du Protocole franco-britannique de 1914

VU - le règlement conjoint N° 12 de 1948

**A R R E T E N T :**

ARTICLE 1 - Le Règlement Conjoint N° 12 de 1948 relatif au contrôle du trafic aérien aux Nouvelles-Hébrides, tel qu'amendé par la suite, est à nouveau amendé par l'adjonction, immédiatement après l'article 11, du nouvel article suivant :

" 11 A - (1) les Commissaires-Résidents peuvent autoriser conjointement le Chef du Service de l'Aviation Civile à notifier :

a) des règles de l'air et de contrôle de la circulation aérienne aux Nouvelles-Hébrides,

b) des procédures particulières à suivre par les aéronefs utilisant les aérodromes de Bauerfield et Pékoa et ceux mentionnés à l'annexe A de l'arrêté conjoint N° 7 de 1964 tel qu'amendé par la suite ;

(2) toute contravention aux règles relatives au trafic aérien ou aux procédures spéciales à suivre sur les aérodromes telles que notifiées en vertu des dispositions de l'article (1) se rendra coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 100.000 Francs Néo-Hébridais ou

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM  
JOINT REGULATION N° 15 of 1973**

*TO AMEND the New Hebrides (Provisional) Aircraft Control Joint Regulation No. 12 of 1948.*

*MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.*

*New section  
added to JR  
No. 12 of 1948*

*1. The New Hebrides (Provisional) Aircraft Control Joint Regulation No. 12 of 1948 as from time to time amended is hereby further amended by adding immediately after section 11 the following new section -*

*" 11A, (1) The Resident Commissioners may jointly authorise the Superintendent of Civil Aviation to notify -*

*a) Rules of the Air and Air Traffic Control to apply within the New Hebrides ;*

*b) Specific procedures to be followed by aircraft using the Bauer Field and Pékoa aerodromes and the aerodromes set out in Schedule A to Joint Rules No. 7 of 1964 as from time to time amended.*

*(2) Any contravention of the Rules of the Air, Air Traffic Control or special procedures for the use of aerodromes notified in accordance with the provisions of subsection (1) shall be an of-*

sa contre-valeur en Dollars Australiens au taux de change officiel. "

ARTICLE 2 - Ce règlement conjoint sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera et prendra effet à compter du jour de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 9 avril 1973

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

fence punishable on conviction by a fine not exceeding One Hundred Thousand Francs New Hebrides, or its equivalent in Dollars Australian at the official rate of exchange.

Citation  
and  
commence-  
ment

2. This Regulation may be cited as the Joint Aircraft Control (Amendment) Regulation No. 15 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this 9th day of April, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES ✓ REGLEMENT CONJOINT N° 16 de 1973

relatif à la censure cinématographique et aux matières s'y rapportant.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU - les articles 2, paragraphe 2 et 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

ARRETEMENT :

ARTICLE 1. -

1°) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, aucune personne ne pourra projeter, faire projeter ou permettre que soit projeté en public aux Nouvelles-Hébrides, un film cinématographique (avec ou sans effet sonore) (désigné ci-après par "un film") avant qu'un permis n'ait été accordé pour la projection de ce film par la Commission de Contrôle.

2°) Les dispositions de ce règlement ne s'appliqueront pas :

a) aux films projetés par ou à la demande d'un des services de l'Administration Conjointe, ou de l'une ou l'autre des Administrations nationales.

b) aux films en faveur desquels, les Commissaires-Résidents ont, sur les conseils de la Commission de Contrôle, fait paraître une Décision Conjointe les exemptant des dispositions de ce règlement.

ARTICLE 2. -

1°) Des commissions de contrôle sont constituées par le présent règlement pour les circonscriptions des îles du Centre I et du Nord.

2°) Les Commissaires-Résidents peuvent par Décision Conjointe, établir des commissions de contrôle dans les autres districts des Nouvelles-Hébrides, si cela leur semble nécessaire.

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT REGULATION N° 16 of 1973

Amended by JR 36/73; A5/73; 35/76

TO PROVIDE for the censorship of cinematograph films and matters incidental thereto.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

1. (1) Subject to the provisions of subsection (2) below no person shall exhibit or cause or permit to be exhibited to the public any cinematograph film (whether with sound effects or not) (hereinafter called "a film") in the New Hebrides unless and until a permit has been granted by a Censorship Board for the exhibition of such film.

(2) The provisions of this Regulation shall not apply to -

(a) Any film which is exhibited by or on behalf of a Department of the Joint Administration or either of the national administrations.

(b) Any film or films in respect of which the Resident Commissioners have on the recommendation of the Censorship Board issued a Joint Decision exempting it or them from the provisions of this Regulation.

2, (1) Censorship Boards are hereby established for Central District No. 1 and for the Northern District of the New Hebrides.

(2) The Resident Commissioners may by Joint Decision establish Censorship Boards for the other Districts of the New Hebrides if it should seem to them to be necessary to do so.

(3) The constitution of any Censorship Board set up in accordance with this section shall be as set out in the first Schedule hereof,

(4) In considering applications made to it in accor-

3°) La composition de la Commission de Contrôle établie en vertu des dispositions du présent article sera précisée dans l'annexe I, ci-jointe.

4°) En considérant les demandes qui lui seront présentées conformément aux dispositions de ce règlement, la Commission de Contrôle devra respecter tous les intérêts nationaux et locaux, qui pourraient être touchés, et veiller particulièrement à la sauvegarde des coutumes et traditions nationales ou locales.

#### ARTICLE 3. -

1°) Toute demande de permis pour la projection d'un film (désigné ci-après par "film autorisé") devra être faite par écrit au Président de la Commission de Contrôle compétente et devra être accompagnée du paiement de la taxe correspondant à chaque film, incluse dans la demande, et telle qu'elle sera précisée par décision conjointe des Commissaires-Résidents.

2°) Aucune taxe, ni aucune partie de celle-ci, ne sera retournée par la Commission de Contrôle si une autorisation n'est pas accordée à un ou aux films visés dans la demande.

3°) La demande devra signaler le local ou l'endroit ainsi que l'heure à laquelle le film sera présenté et toutes les particularités et précisions sur le film qui pourront être réclamées par la Commission de Contrôle.

4°) Si le demandeur a des raisons de croire que le film sera présentée dans plus d'un endroit, la demande devra préciser l'emplacement de tous les lieux ou places dans lesquels le film sera présenté.

*Etant stipulé --- (R 45/73)*

#### ARTICLE 4. -

La Commission de Contrôle ne donnera pas d'autorisation de sortie à un film avant que le demandeur ne lui ait fourni la description du film et toutes les particularités qu'elles a demandées, et avant que ce film n'ait été examiné par la Commission de Contrôle.

Etant entendu que, si la Commission de Contrôle le demande, le demandeur lui présentera le film, conformément aux dispositions de l'article 5 (para 4.) de ce règlement.

#### ARTICLE 5. -

1°) La Commission de Contrôle, peut pour chaque film pour lequel une demande d'autorisation aura été déposée :

- a) approuver ce film pour la présentation publique;
- b) refuser d'approuver ce film pour la présentation publique;
- c) approuver ce film pour la représentation, sous réserve des restrictions qu'elle jugera nécessaires, concernant l'admission du public aux représentations de ce film.

2°) Nonobstant les restrictions qui peuvent être imposées en vertu du paragraphe 1 (c) ci-dessus, la Commission de Contrôle peut, en outre, refuser d'approuver un film tant que certaines coupures qu'elle spécifiera, n'auront pas été faites sur ce film.

3°) La Commission de Contrôle n'imposera aucune des conditions citées au paragraphe 2 ci-dessus, avant d'avoir, au préalable, assisté à la projection du film, en tout ou en partie.

dance with the provisions of this Regulation, a Censorship Board shall have regard to all of the national and local interests which may be affected and especially the preservation of national and local customs and traditions.

3. (1) An application for a permit to exhibit a film (hereinafter called a "film permit") shall be made in writing to the Chairman of the appropriate Censorship Board and be accompanied by payment of such fee in respect of each film included in the application as may be stipulated from time to time by the Resident Commissioners by Joint Decision.

(2) No fee or any part thereof shall be returned by the Censorship Board if a film permit is not granted in respect of any film or films included in the application.

(3) The application shall disclose the premises or place at which and the time when the film is to be exhibited and such particulars and description of the film as may be required by the Censorship Board.

(4) If the applicant has reason to believe that the film will be exhibited in more than one premises or place the application shall disclose the location of all premises or places at which the film is to be exhibited.

*Provided that --- (R 45/73)*

4. The Censorship Board shall not issue a film permit in respect of any film unless the applicant has supplied such particulars and description of the film as may be required by the Censorship Board and the same have been examined by the Censorship Board:

*Provided that if the Censorship Board shall so require the applicant shall also cause the film to be exhibited to them in accordance with the provisions of subsection 5 (4) hereof.*

5. (1) The Censorship Board may in respect of any film for which an application for a permit has been made -

- (a) approve the film for public exhibition;
- (b) refuse to approve the film for public exhibition; or
- (c) approve the film for exhibition subject to such restrictions as they may consider necessary as to the admission of the general public to exhibitions of that film.

(2) Notwithstanding any restrictions which may be imposed in accordance with paragraph (c) of subsection 1 above the Censorship Board may in addition refuse to approve any film until such excisions as it may specify have been made to the film.

(3) The Censorship Board shall not impose any conditions in accordance with subsection (2) above without having first caused the film, or part of the film, to be exhibited to it.

(4) The Censorship Board may require any film to be exhibited to it for the purposes of the foregoing subsections at such time and such place as may be mutually convenient to it and to the applicant for a permit to exhibit

4°) La Commission de Contrôle peut demander la projection de tout film, pour les besoins cités aux paragraphes précédents, à un moment et dans un endroit tels qu'ils puissent convenir à la fois, à elle-même et au demandeur, et ceci aux risques et dépens du demandeur.

5°) La Commission du Contrôle pourra demander que le demandeur ou son représentant assiste à la projection prévue ci-dessus.

#### ARTICLE 6. -

1°) La Décision de la Commission de Contrôle de refuser ou d'accorder l'autorisation de sortie, sera signifiée par écrit au demandeur.

2°) Toute autorisation accordée par la Commission de Contrôle le sera dans les formes précisées à l'annexe III.

3°) L'autorisation sera affichée dans un endroit visible sur les lieux de la projection du film.

4°) Tout demandeur qui n'est pas satisfait de la décision de la Commission de Contrôle, peut, dans un délai de 14 jours à compter du jour de réception de la notification écrite de cette décision, faire une demande écrite aux Commissaires Résidents, expliquant clairement les raisons pour lesquelles il leur demande de revoir la décision de la Commission de Contrôle. Les Commissaires-Résidents, peuvent adopter la procédure qu'ils estiment nécessaire pour répondre à cet appel, sans porter atteinte à tout ce qui précède, peuvent demander au Président de la Commission de Contrôle, de préciser par écrit les raisons qui ont motivé la décision de la Commission de Contrôle. La décision des Commissaires-Résidents sera sans appel.

#### ARTICLE 7. -

1°) Toute autorisation accordée conformément à l'article 6, para. 2, sera valable pendant une période de deux ans à compter de la date à laquelle elle a été accordée.

2°) Toute autorisation accordée par l'une des Commissions de Contrôle sera valable pour l'ensemble des Nouvelles-Hébrides.

3°) et 4°) - cf. RC 45/73

#### ARTICLE 8. -

1°) Sous réserve des dispositions du para. 4 ci-après nul ne pourra présenter, exposer ou porter de quelque autre façon à l'attention du public, ni faire représenter, montrer ou porter de quelque façon que ce soit à l'attention du public, une publicité (comprenant des affiches, diapositives photographiques représentant une scène de film ou à un passage de film autres que ceux exemptés en vertu des dispositions de l'article 1 (2) de ce règlement) tant qu'elle n'aura pas été approuvée par la Commission de Contrôle.

2°) La Commission de Contrôle peut approuver ou refuser d'approuver une publicité qui lui est soumise ou une partie de celle-ci irrévocablement ou jusqu'à ce que les modifications qu'elle réclame aient été effectuées.

3°) Toute publicité d'un film qui a obtenu un permis sous

the said film, at the expense and at the risk of the applicant.

(5) The Censorship Board may require the applicant or his representative to attend the exhibition of the film as hereinbefore provided.

6. (1) The decision of the Censorship Board whether to refuse or to grant a film permit shall be given in writing to the applicant.

(2) A permit granted by the Censorship Board shall be in the form set out in the Third Schedule.

(3) The permit shall be displayed in a conspicuous position at the premises or place at which the film is shown.

(4) An applicant who is dissatisfied with the decision of the Censorship Board may, within 14 days of receiving the written notification of the Board, make an application in writing to the Resident Commissioners setting out in full the grounds on which he requires the Resident Commissioners to review the decision of the Censorship Board. The Resident Commissioners may adopt such procedures as they may deem necessary to consider such appeal, and, without detracting from the generality of the foregoing may require the Chairman of the Censorship Board to set out in writing the reasons for the decision of the Censorship Board. The decision of the Resident Commissioners shall be final.

7. (1) A permit issued in accordance with section 6 (2) shall be valid for a period of two years from the date of issue.

(2) A permit issued by any Censorship Board shall be valid for the whole of the New Hebrides.

(3) & (4) added JR 45/73

8. (1) Subject to the provisions of subsection (4) hereof no person shall exhibit, display or otherwise bring to the attention of the public or cause to be exhibited, displayed or otherwise brought to the notice of the public any advertisement (including still photographs transparencies depicting any scene in the film) of or referring to any film or portion of a film (other than a film exempted under the provisions of section 1 (2) of this Regulation) unless and until such advertisement has been approved by the Censorship Board.

(2) The Censorship Board may approve any advertisement submitted to them or may refuse to approve such advertisement or any part thereof absolutely or until such alterations as it may specify shall have been made thereto.

(3) Any advertisement of a film which has been granted a permit subject to conditions in accordance with section 5 (1) (c) of this Regulation shall clearly state that the film may be exhibited only subject to the restrictions which may have been imposed by the Censorship Board in accordance with that section.

réserve de conditions telles que prévues à l'article 5 (1) (c) de ce règlement devra indiquer clairement que le film ne peut être projeté que sous réserve des restrictions qui ont pu être imposées par la Commission de Contrôle conformément à cet article.

4°) Toute publicité portant seulement le titre ou les titres d'un ou des films (qu'ils soient ou non accompagnés d'indications telles que le lieu et la date du spectacle) n'a pas besoin d'être soumis à la Commission de Contrôle.

#### ARTICLE 9. -

Tout film ou autre publicité auquel la Commission de Contrôle a refusé de donner son approbation peuvent être retenus par elle pendant l'appel auprès des Commissaires-Résidents conformément à l'article 6 (4) ou jusqu'à ce que l'exploitant ait pris ses dispositions à la satisfaction de la Commission de Contrôle pour renvoyer son film hors des Nouvelles-Hébrides.

Etant entendu que si les dispositions pour renvoyer ce film, sur la demande de la Commission de Contrôle ne sont pas prises dans un délai de trois mois à compter de la date de la signification, conformément à l'article 6 (1) ou 8 (2) de ce règlement, de leur refus du film ou de la publicité ou de la décision des Commissaires-Résidents à la suite de l'appel qui leur a été adressé par le demandeur, la Commission de Contrôle signifier à l'intéressé son intention de détruire le film ou la publicité à l'expiration du délai d'un mois et si aucune mesure n'est prise par l'intéressé pour renvoyer son film hors des Nouvelles-Hébrides, le film sera détruit sous la surveillance des commandants des divisions de police des Nouvelles-Hébrides.

#### ARTICLE 10. -

Toute personne qui :

- a) montre, fait montrer ou permet de montrer un film ou une publicité qui n'ont pas reçu l'approbation de la Commission de Contrôle, ou porte à l'attention du public de quelque façon que ce soit, une publicité non autorisée,
- b) montre, fait montrer ou permet de montrer un film ou une publicité de quelque façon que ce soit, sans tenir compte des limitations ou des coupures qui ont pu être imposées par la Commission de Contrôle en vertu des articles 5 et 8,

sera passible d'une amende n'excédant pas 50.000 FNH ou leur contre valeur en dollars australiens au taux de change officiel et d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

2°) En plus de la pénalité prévue au paragraphe précédant le tribunal pourra ordonner la saisie et la destruction du film ou de la publicité faisant objet de l'infraction ainsi que la fermeture du local dans lequel le film est projeté.

#### ARTICLE 11. -

Les Commissaires-Résidents agissant conjointement peuvent délivrer à un officier de police mandat d'entrer dans une salle dans laquelle le public a accès contre

(4) *An advertisement announcing only the title or titles of any film or films (whether accompanied by a statement as to the proposed place and time of exhibition or not) need not be submitted to the Censorship Board.*

9. *Any film or advertisement to which the Censorship Board has refused to grant approval may be retained by the Censorship Board pending an appeal to the Resident Commissioners in accordance with section 6 (4) hereof or until such time as the applicant has made arrangements to the satisfaction of the Censorship Board for the export of the film from the New Hebrides:*

*Provided that if no arrangements for the export of the film are made to the satisfaction of the Censorship Board within a period of three months from the date of their signification in accordance with section 6 (1) or 8 (2) of this Regulation of their refusal of the film or advertisement or the decision of the Resident Commissioners following an appeal made to them by the applicant, whichever shall be the later, the Censorship Board shall give the applicant one month's notice of its intention to destroy the film or advertisement, and if no steps are taken by the applicant to export the film from the New Hebrides the film shall be destroyed under the supervision of a Commandant of a Division of the New Hebrides Constabulary.*

10. (1) *Any person who -*

(a) *exhibits or causes or permits to be exhibited any film or advertisement or otherwise brings to the attention of the public any advertisement which has not received the approval of the Censorship Board, or*

(b) *exhibits or causes or permits to be exhibited any film or advertisement without complying with such restrictions or excisions as may have been imposed or made by the Board in accordance with sections 5 or 8*

*shall be guilty of an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 50,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange or imprisonment for a period not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.*

(2) *In addition to any penalty imposed in accordance with the last preceding subsection the Court may order that any film or advertisement in respect of which the offence was committed shall be forfeited and destroyed and may also order the closure of the premises in which the film was shown.*

11. *The Resident Commissioners, acting jointly, may issue to any police officer a warrant to enter any premises to which the public have access on payment or otherwise in which any film is being exhibited or in which such officer has reason to believe that any film is being or is about to be exhibited, for ensuring that the provisions of this Regulation or of any permit issued hereunder are being complied with, and any person who prevents or obstructs the entry of any such officer into such premises shall be guilty of an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 10,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.*

paiement ou non et dans laquelle un film est projeté ou encore dans laquelle l'officier de police a des raisons de croire qu'un film est ou va être projeté, pour s'assurer que les dispositions de ce règlement ou de l'autorisation délivrée sont bien respectées.

Toute personne qui s'opposera à l'entrée d'un officier de police dans une salle ou y fera obstacle, se rendra coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 10.000 FNH ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel.

#### ARTICLE 12. -

Le présent règlement sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium./

Port-Vila, le 13 avril 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides
--	--

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

#### ANNEXE I

au

#### Constitution et procédure des commissions de contrôle

- La Commission de Contrôle sera composée :
  - du délégué français et du délégué britannique ou de leur représentant qui seront co-présidents et qui présideront alternativement les réunions de la commission.
  - du conseiller pédagogique de la circonscription pour chaque service national ou leurs représentants.
  - de deux néo-hébridais, nommés par décision conjointe des Commissaires-Résidents.
  - deux représentants du Conseil Municipal (RC 35/76)
- Quatre membres de la commission, constitueront un quorum à chaque réunion de la commission, à condition qu'il y ait un membre de chacune des <sup>quatre</sup> ~~trois~~ catégories mentionnées ci-dessus. (RC 35/76)
- La commission pourra inviter toute personne à assister à la réunion de la commission et à donner son avis.
- A toutes les réunions de la commission, la décision de la majorité des membres présents l'emportera étant entendu qu'en cas d'égalité des votes ou de toute décision, le président de séance bénéficiera d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.
  - la commission veillera à ce que soit tenu un registre précis de ses activités,
  - ces registres incluront une liste de tous les films qui seront soumis à leur approbation,
- La commission de contrôle devra tenir un registre des sommes perçues par elle.

12. This Regulation may be cited as the Joint Censorship of Films Regulation No. 16 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this thirteenth day of April, 1973.

The Resident Commissioner for the French Republic	Her Britannic Majesty's Resident Commissioner
--	--

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

#### (SCHEDULE 1)

#### CONSTITUTION AND PROCEDURE OF CENSORSHIP BOARDS

1. A Censorship Board shall be composed of -

(a) The District Agents for the District or their representatives who shall be joint chairmen and who shall alternately preside over the meetings of the Board.

(b) The District Education Officers of each national service or their representatives.

(c) Two New Hebrideans, appointed by the Resident Commissioners by Joint Decision.

(d) Two representatives of the Municipal Council. JR 35/76

2. Four members of the Board shall constitute a quorum at any meeting of the Board, provided that there is one member from each of the <sup>four</sup> ~~three~~ categories above. JR 35/76

3. The Board may invite any person to attend at the meetings of the Board to give advice.

4. At all meetings of the Board the decision of the majority of members present shall prevail, provided that in the event of equality of votes on any decision the person presiding shall have a second or casting vote.

5. (a) The Board shall cause a proper record of its proceedings to be kept.

(b) These records shall include a list of all films submitted to them for approval.

6. Every permit, certificate or other document issued by the Board shall be signed by either of the Chairmen of the Board.

7. If the Resident Commissioners shall so require, the Board shall submit to them an Annual Report giving such details as the Resident Commissioners shall require.

8. Subject to the foregoing, and to the provisions of this Regulation the Board may regulate its own procedure.

6. - Chaque permis, certificat ou autre document émis par la commission sera signé par l'un ou l'autre des présidents de la commission.

7. - Si les Commissaires-Résidents le désirent, la commission leur soumettra un rapport annuel et leur fournira les prévisions qu'ils pourront demander.

8. - Sous réserve de ce qui précède et des clauses de ce règlement, la commission pourra fixer les règles de sa procédure.

ANNEXE 2

au

Règlement Conjoint N° 16 de 1973

Certificat d'exemption

Les Commissaires-Résidents (sur le conseil de la Commission de Contrôle) certifient par la présente que les films suivants sont exemptés des conditions exposées dans la première partie du règlement mentionné ci-dessus.

Fait à Port-Vila, le

ANNEXE 3

au

Règlement Conjoint N° 16 de 1973

Permis

La Commission de Contrôle pour certifie par la présente que le (s) film (s) a/ont été soumis à leur examen et qu'un permis a été accordé (sous réserve des restrictions suivantes, concernant la catégorie de public qui pourra assister à la (les) projection (s) des (u) film (s) en question.

Film (s)

Restriction (s)

Fait à le

Le Président de la Commission de Contrôle

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

ARRETE CONJOINT N° 2 de 1973

Modifiant l'arrêté conjoint N° 7 de 1964

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU le Règlement Conjoint N° 12 de 1948, portant contrôle provisoire du trafic aérien aux Nouvelles-Hébrides ;

(SCHEDULE 2)

JOINT REGULATION NO. 16 OF 1973

CERTIFICATE OF EXEMPTION

The Resident Commissioners ( on the advice of the ... Censorship Board ) hereby certify that the following films are exempted from the requirements of section 1 of the above Regulation -

Issued at this day of

Resident Commissioner Her Britannic Majesty's for the French Republic Resident Commissioner

(SCHEDULE 3)

JOINT REGULATION NO. 16 OF 1973

FILM PERMIT

The Censorship Board for hereby certify that the following film(s) has/have been examined by them and that a permit has been granted (subject to the following restrictions on the class of the public who may attend any showing(s) of the said film(s).

Films

Restrictions

Issued at this day of

Chairman of the Board

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT RULES N° 2 of 1973

TO AMEND Joint Rules No. 7 of 1964 amended by Joint Rules No. 9 of 1972.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Joint Regulation No. 12 of 1948.

Replacement of Schedule A of Joint Rules No. 7 of 1964 1. Schedule A to Joint Rules No. 7 of 1964 as amended by Joint Rules No. 9 of 1972, is hereby repealed and replaced by the following schedule :

A R R E T E N T

ARTICLE 1 - L'annexe A de l'arrêté conjoint N° 7 de 1964 ainsi qu'elle a été amendée par l'arrêté conjoint N° 9 de 1972 est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

ANNEXE A

Les aérodromes suivants sont ouverts à la circulation aérienne publique :

a) Aérodromes publics :

- ANATOM
- TONGOA
- LONORORE (Pentecôte)
- LENAHEL (Tanna)
- LAMAP (Mallicolo)
- QUOIN HILL (Vaté)
- NORSUP (Mallicolo)
- WALAHA (Aoba)
- LONGANA (Aoba)
- SOLA (Vanua Lava)

b) Aérodromes privés : (dont l'utilisation est subordonnée à l'autorisation du propriétaire).

- VALES DIR (Epi)
- IPO TA (Erromango)
- BAIE DILLON (Erromango)

ARTICLE 2 - Le présent arrêté, qui prendra effet pour compter de sa date de publication au Journal Officiel du Condominium, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à PORT VILA, le 5 Avril 1973.

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,      Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES**

**✓ ARRETE CONJOINT N° 3 de 1973**

fixant les limites du port de Port-Vila

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - l'article 2, paragraphe 2, et l'article 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

VU - l'arrêté conjoint N° 6 de 1965 relatif à la police des ports de Port-Vila,

A R R E T E N T :

ARTICLE 1 - L'article 2 de l'arrêté conjoint N° 6 de 1965

"SCHEDULE A

The following aerodromes are open to traffic by aircraft engaged in public transport -

a) Public Aerodromes

- Aneityum
- Tongoa
- Lonorore (Pentecost)
- Lenakel (Tanna)
- Lamap (Malekula)
- Quoin Hill (Efate)
- Norsup (Malekula)
- Walaha (Aoba)
- Longana (Aoba)
- Sola (Vanua Lava)

b) Private Aerodromes (for the use of which permission of the owner must be obtained)

- Valesdir (Epi)
- Ipoja (Erromango)
- Dillon's Bay (Erromango) "

Citation and commencement      2. These Rules may be cited as the Joint Aerodromes (Public Transport) Rules No. 2 of 1973 and shall come into operation on the date of their publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this fifth day of April, 1973.

The Resident Commissioner for the French Republic      Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM**

**JOINT RULES N° 3 of 1973**

TO ESTABLISH the limits of the port of Vila.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of the Ports Joint Regulation No. 12 of 1957 as amended.

1. Rule 2 of the Port of Vila Joint Rules No. 6 of 1965 is hereby repealed and replaced by the following rule -

"2. The port of Vila is hereby declared a port for the purposes of the Ports Joint Regulation No. 12 of 1957 as amended and its limits are hereby established as that area of the harbour of Vila which lies within a line commencing at the high tide line on the south-east coast of the Bay of



relatif à la police du port de Port-Vila, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"Le port de Port-Vila est déclaré port pour l'application du Règlement Conjoint N° 12 de 1957 tel qu'amendé, et ses limites sont matérialisées par une ligne qui commence à la ligne de marée haute sur la côte Sud-Est de la Baie de Mélé sur l'île de Vaté par 168° 17' 00" de longitude Est, et de là le long du méridien vers le Nord pour intersecter le parallèle de 17° 44' 24" de latitude Sud, et de là le long de ce parallèle de latitude vers l'Est pour intersecter la ligne de marée haute à la Pointe de Malapoa, et de là le long de la ligne de marée haute dans une direction généralement Est pour revenir au point de commencement par 168° 17' 00" de longitude Est."

ARTICLE 2 - Le présent arrêté conjoint qui prendra effet pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Port-Vila, le 13 avril 1973.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

## CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ INSTRUCTION CONJOINTE N° 3 de 1973  
*modifiée par le 2/74 et par le*  
relative à l'organisation du service des Ports et de la Marine

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU - l'article 2, paragraphe 2, et l'article 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

VU - la Décision conjointe N° 9 de 1973, portant création du service des Ports et de la Marine,

A R R E T E N T :

ARTICLE 1 - Les attributions du services des ports et de la marine sont les suivantes :

- veiller à la bonne exécution des contrats passés par l'administration conjointe pour les opérations d'acconage dans les ports des Nouvelles-Hébrides;
- diriger les services portuaires, le pilotage, le remorquage, l'accostage et le décostage des bateaux;
- assurer la direction et la gestion des ports et des installations portuaires de l'Archipel;
- assurer la direction et la gestion des bateaux de l'administration conjointe avec l'aide technique du service des Travaux Publics;
- assurer l'installation et l'entretien des aides à la na-

Mele by 168° 17' 00" longitude east, from there along the meridian in a northerly direction to intersect the parallel 17° 44' 24" latitude south, from there along this latitudinal parallel in an easterly direction to intersect the high tide line at Malapoa Point and from there along the high tide line in a generally easterly direction to join with the initial point 168° 17' 00" longitude East."

2. These Rules may be cited as the Joint Port of Vila (Amendment) Rules No. 3 of 1973 and shall come into operation on the date of their publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this 13th day of April, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

## NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

### JOINT STANDING ORDER N° 3 of 1973

*Am. 3/74*  
*Amend. J.S.O. 2/74*

TO PRESCRIBE the organisation of the Ports and Marine Department.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 4:2 of the Anglo-French Protocol of 1914 together with Joint Decision No. 9 of 1973 establishing ports and marine affairs as a joint service.

1. The functions of the Ports and Marine Department shall be

- to ensure that contracts which have been let by the Joint Administration for stevedoring operations in the ports of the New Hebrides are properly performed;
- to control port services and the pilotage, towage, berthing and unberthing of ships;
- to ensure the control and management of the ports and port installations in the New Hebrides;
- to maintain with the technical assistance of the Public Works Department the control and management of all vessels of the Joint Administration;
- to ensure the installation and maintenance of navigational aids throughout the New Hebrides.

*(f) added 3/50 2/74*

2. The Director of Ports, with the assistance of a deputy, shall direct and co-ordinate the activities of the Ports and Marine Department.

3. The Ports and Marine Department shall have the necessary staff as determined on the basis of the annual estimates of the Joint Administration.

4. This Joint Standing Order shall come into effect on the date of its publication in the Condominium Gazette.

vigation dans tout l'archipel.

(f) ajouté par IC 2/74

ARTICLE 2 - Le Directeur des Ports, assisté d'un adjoint, dirige et coordonne les activités du Service des Ports et de la Marine.

ARTICLE 3 - Les Service des Ports et de la Marine sera doté du personnel nécessaire évalué sur la base des prévisions annuelles du Condominium.

ARTICLE 4 - La présente instruction conjointe qui prendra effet pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium sera communiquée, enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Fait à Port-Vila, le 13 avril 1973.

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,
---	---

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

### CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 33 de 1973

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA  
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - l'article 2.3 (A) 2° § du Protocole Franco-Britannique de 1914

#### DECIDENT

ARTICLE 1 - M. Michel NOEL, adjoint administratif, est nommé Adjoint au Délégué et assistera le Délégué français de la Circonscription des Iles du Nord dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 2 - Cette Décision Conjointe prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 9 avril 1973.

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,
---	---

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

### CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 34 de 1973

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA  
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU - l'article 8, paragraphe 6, du Protocole Franco-Bri-

MADE at Vila this 13th day of April, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

### NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 32 of 1973

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner and the  
Resident Commissioner for the French Republic in the  
New Hebrides

#### DO HEREBY DECIDE

Simon Antony Ames Lewis Esquire, Crown Counsel, is  
hereby appointed to act as a Public Prosecutor before the  
Joint Court with effect from 10th April 1973.

Dated at Vila this ninth day of April, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

### NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 35 of 1973

TO AMEND Joint Decision No. 68 of 1972.

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner and the  
Resident Commissioner for the French Republic

#### DE HEREBY DECIDE

that paragraph (b) of Joint Decision No. 68 of 1972 is hereby amended

i) by inserting immediately after the word "Jamaica" the word "Japan"; and

ii) by adding at the end thereof the following proviso -

"Providing that members of any organised tourist party holding onward tickets may enter the New Hebrides for a period not exceeding fourteen days without visas if such permission has been granted upon application by the body responsible for the tour not later than seven days before the arrival of the party.

This decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this seventeenth day of April 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

tannique de 1914,

**D E C I D E N T :**

ARTICLE 1 - M. Michel NOEL, Adjoint Administratif, ayant été nommé Adjoint au Délégué français, selon l'article 2.3 (A) 2° § du Protocole Franco-Britannique de 1914, est autorisé à présider le Tribunal Indigène dans la Circonscription des Iles du Nord.

Port-Vila, le 9 avril 1973.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES**

**✓ DECISION CONJOINTE N° 35 de 1973**

portant modification de la Décision Conjointe N° 68 de 1972

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

**D E C I D E N T :**

ARTICLE 1 - Le paragraphe (b) de la Décision Conjointe N° 68 de 1972 est modifié comme suit :

a) - Le mot "Japon" sera inséré immédiatement après le mot "Jamaïque" ;

b) - en ajoutant à la fin du paragraphe la clause suivante :

"Les membres d'un groupe de touristes en possession de billets de continuation pourront entrer aux Nouvelles-Hébrides pour un séjour n'excédant pas quatorze jours sans visa, si cette dispense a été accordée à la suite d'une demande présentée par l'organisme responsable du voyage au moins sept jours avant l'arrivée du groupe."

ARTICLE 2 - La présente Décision entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 17 avril 1973.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM**

**JOINT DECISION N° 36 of 1973**

*Acting in pursuance of the provisions of Section 2 (3) and Schedule 1 of the Joint Censorship of Films Regulation No 16 of 1973, the Resident Commissioners*

**HEREBY DECIDE**

*that the following persons be appointed as the New Hebridean members of the Censorship Board for the Northern District :*

*Mr. William Edgill  
Mr. Martin Hivird*

*2. This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.*

*Dated at Vila this nineteenth day of April 1973.*

*The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner*

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM**

**JOINT DECISION N° 37 of 1973**

*Acting in pursuance of the provisions of Section 2 (3) and Schedule 1 of the Joint Censorship of Films Regulation No 16 of 1973, the Resident Commissioners*

**HEREBY DECIDE**

*that the following persons be appointed as the New Hebridean members to serve on the Censorship Board for Central District No 1.*

*Mr. Romain BATIK, teacher at the Ecole Jeanne d'Arc, Vila.*

*Dr. Henry Carlo, medical practitioner.*

*2. This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.*

*DATED at Vila this nineteenth day of April 1973.*

*The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's  
for the French Republic Resident Commissioner*

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES**  
**DECISION CONJOINTE N° 36 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 2 - 3° du Règlement Conjoint N° 16 de 1973 et l'annexe 1 dudit Règlement

**D E C I D E N T :**

ARTICLE 1. - Sont désignés en qualité de membres néo-hébridais de la Commission de Contrôle des films cinématographiques pour la Circonscription des Iles du Nord:

- M. William Edgill
- M. Martin Hivird

ARTICLE 2. - La présente Décision Conjointe entrera en vigueur pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 19 avril 1973

Le Commissaire-Résident de sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,
---	---

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES**  
**DECISION CONJOINTE N° 37 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'article 2 - 3° du Règlement Conjoint N° 16 de 1973 et l'annexe 1 dudit Règlement

**D E C I D E N T :**

ARTICLE 1. - Sont désignés en qualité de membres néo-hébridais de la Commission de contrôle des films cinématographiques pour la Circonscription des Iles du Centre I :

- M. Romain BATIK, enseignant à l'école Jeanne d'Arc de Port-Vila,
- M. Henry Carlo, médecin

ARTICLE 2. - La présente Décision Conjointe entrera en vigueur pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM**  
**JOINT DECISION N° 38 of 1973**

*Acting in pursuance of Section 7 of Joint Regulation No 6 of 1945 as amended by Joint Regulation No 28 of 1966, the Resident Commissioners*

**DO HEREBY DECIDE**

1. *The following shall be appointed, for the year 1973, to be members of the Prison Visiting Commission set up under Section 7 of Joint Regulation No 6 of 1945 as amended by Section 1 of Joint Regulation No 28 of 1966.*

**PRESIDENTS :**

*M. le Juge Louis Cazendres, Co-President of the Joint Court. The Honourable Mr. Justice D. Renn Davis, Co-President of the Joint Court.*

**MEMBERS**

*For the Southern District :*

*The Condominium Medical Officers, Tanna*  
*Mr. R. U. PAUL*  
*Mr. Lop Kissel*

*For Central District No 1 :*

*The Chief Condominium Medical Officer*  
*The Deputy Chief Condominium Medical Officer*  
*Rev. Pere JANIQUE*  
*Rev. J. Haysey*  
*Mr. Henri Taga*  
*Mr. Waya Tenene*

*For Central District No 2 :*

*The Condominium Medical Officer at Lamap*  
*The Condominium Medical Officer at Norsup*  
*Rev. Josiah BAHAVUS*  
*Madam WEIGHTMAN*  
*Mr. RION*  
*Mr. J. BULESAP*

*For the Northern District :*

*The Chief Medical Officer of the French Hospital*  
*Mr. K. HUTTON*  
*Mr. P. PARISE*  
*Rev. Daniel JONATHAN*  
*Rev. Harry TEVI*

2. *This Joint Decision shall come into effect on 1st January, 1973.*

**MADE AT VILA this twenty-fifth day of April 1973.**

*The Resident Commissioner for the French Republic*      *Her Britannic Majesty's Resident Commissioner*

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

Port-Vila, le 19 avril 1973

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

---

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES**  
**DECISION CONJOINTE N° 38 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA  
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

**D E C I D E N T :**

Article 1 - Sont désignés pour l'année 1973 en qualité  
de membres de la Commission de Visite de Prisons or-  
ganisée par l'article 7 du Règlement Conjoint N° 6 du  
1945 modifié par l'article 1 du Règlement Conjoint N°  
28 de 1966 :

**PRESIDENTS :**

- M. Louis Cazendres, Juge Français du Tribunal Mixte,
- M. D. Renn DAVIS, Juge Britannique du Tribunal Mixte.

**MEMBRES :**

Pour la Circonscription des Iles du Centre I :

- Le médecin-chef du Condominium
- L'adjoint au médecin-chef du Condominium,
- Révérend-Père JANIQUE,  
Révérend J. HAYSEY,
- Monsieur Henri TAGA,
- Monsieur Waya TENENE,

Pour la Circonscription des Iles du Nord

- Le médecin-chef de l'Hôpital Français,
- Monsieur K. HUTTON,
- Monsieur P. PARISE,
- Révérend Daniel JONATHAN,
- Révérend Harry TEVI.

Pour la Circonscription des Iles du Centre II :

- Le médecin du Condominium à Lamap,
- Le médecin du Condominium à Norsup,
- Révérend Josiah BAHAVUS,
- Madame WEIGHTMAN,
- Monsieur RION,
- Monsieur Joseph BOULESAP.

Pour la Circonscription des Iles du Sud :

- Les médecins du Condominium en poste à Tanna,
- Monsieur R. U. PAUL
- Monsieur Lop Kissel

Article 2 - La présente décision, qui sera censée avoir  
pris effet pour compter du 1er Janvier 1973, sera enre-  
gistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Port-Vila, le 25 avril 1973

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS